

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES

ACCOMPAGNEMENT A LA SENSIBILISATION DES PUBLICS POUR LA PREVENTION
ET LA GESTION DES DECHETS SUR LE TERRITOIRE DU SYCTOM

Lot 1 Prestations de sensibilisation en équipe
Lot 2 Prestations de sensibilisation CLEM

Affaire n°26005

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date limite de réception des plis :

Mercredi 17 juin 2026 à 14h00 (heure locale)

REMISE ELECTRONIQUE DES OFFRES OBLIGATOIRE

Annexe 1 : Documents justificatifs à produire par le candidat pressenti à l'attribution du contrat

Annexe 2 : Conditions de remise électronique des plis et de la copie de sauvegarde

Annexe 3 : Formulaire de candidature

Annexe 4 : Déclaration de l'OE

Annexe 5 : Guide de la bourse à la cotraitance

Annexe 6 : Cadre de mémoire technique

Annexe 7 : Dossier de prix par lot ; bordereau des prix unitaires et scénario de consommation par lot

APPEL D'OFFRES OUVERT

Conformément aux articles R2124-2-1° et R2161-2 à 5 du Code de la commande publique

Table des matières

Article 1 :	Objet et étendue de la consultation	4
1.1	Identification de l'acheteur	4
1.2	Objet de la consultation	4
1.3	Nomenclature communautaire	4
1.4	Etendue de la consultation	4
1.5	Allotissement	4
1.6	Forme du marché	4
1.7	Durée du marché - Délais d'exécution	5
1.8	Estimation - Forme du prix - Mode de règlement du marché et modalités de financement	5
1.8.1.	Estimation	5
1.8.2.	Forme du prix	5
1.8.3.	Mode de règlement	5
1.8.4.	Modalités de financement	5
1.9	Protection des données à caractère personnel – Obligations du candidat	5
1.10	Obligations d'insertion professionnelle	5
Article 2 :	Conditions de la consultation	6
2.1	Conditions de participation des concurrents, forme juridique de l'attributaire	6
2.1.1.	Candidature individuelle	6
2.1.2.	Candidature en groupement d'opérateurs économiques (co-traitance)	6
2.1.3.	Sous-traitance	7
2.2	Variantes et options	7
2.2.1.	Variantes et Prestations supplémentaires	7
2.2.2.	Options	7
2.3	Délai de validité des offres	7
Article 3 :	Contenu du dossier de consultation	7
Article 4 :	Présentation des candidatures et des offres	8
4.1	Pièces concernant la candidature	8
4.2	Pièces concernant l'offre	9
Article 5 :	Sélection des candidatures et jugement des offres	9
5.1	Sélection des candidatures	9
5.2	Critères de jugement des offres	10
5.3	Conditions relatives au rejet des offres	11
5.4	Conditions d'attribution	11
Article 6 :	Conditions d'envoi ou de remise des plis	12
Article 7 :	Renseignements complémentaires	12
7.1	Echanges entre les candidats et l'acheteur	12
7.2	Accès aux données essentielles	12
7.3	Déclaration sans suite de la procédure	12
7.4	Voies et délais de recours	12
7.5	Indemnité pour éviction irrégulière	13
Annexe 1 au Règlement de la consultation :	14
Annexe 2 : Conditions de remise électronique des plis et de la copie de sauvegarde	15

Annexe 3 : Formulaire de candidature.....	15
Annexe 4 : Déclaration de l’OE.....	15
Annexe 5 : Guide de la bourse à la cotraitance	15
Annexe 6 : Cadre de mémoire technique.....	15
Annexe 7 : Dossier de Prix (bordereau des prix unitaires et Scénario de consommation (SC))	15

ARTICLE 1: OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Identification de l'acheteur

Syctom, Agence métropolitaine des déchets ménagers

Représenté par son Président en exercice

86, rue Regnault

75013 PARIS

Téléphone : 01 40 13 17 00

Courriel : marchespublics@syctom-paris.fr

Profil acheteur : <http://www.maximilien.fr/>

1.2 Objet de la consultation

Au-delà de l'exploitation et de la modernisation de ses installations industrielles, essentielles à sa mission première d'assurer le traitement des déchets ménagers produits sur son territoire, le Syctom entreprend lui-même et soutient des initiatives en matière de prévention et de sensibilisation notamment portées par ses collectivités membres.

Le Syctom souhaite, dans le cadre du présent marché, poursuivre et renforcer les actions de sensibilisation auprès des usagers afin d'améliorer la prévention, la réduction et le tri des déchets sur son territoire, conformément aux objectifs territoriaux et aux missions en découlant.

La présente consultation concerne une mission d'accompagnement pour poursuivre le dispositif des missions de sensibilisation à la gestion des déchets, assurées par des éco-animateurs intervenant auprès des usagers pour encourager les bons gestes de tri, la réduction des déchets et l'adhésion aux dispositifs de collecte.

Les prestations sont décrites dans le CCTP de l'accord-cadre. Elles seront au besoin précisées et complétées dans les marchés subséquents

1.3 Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale
98133100-5 - Services de promotion de la sensibilisation publique
Classifications secondaires
98300000-6 - Services divers
79342200-5 - Services de promotion
79950000-8 - Services d'organisation d'événements

1.4 Etendue de la consultation

La présente consultation est lancée en **procédure d'appel d'offres ouvert**, en application des articles R2124-2-1° et R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

1.5 Allotissement

Au regard des prestations et des besoins à assurer, l'acheteur a fait le choix de procéder à l'identification de prestations distinctes et donc à un allotissement de la consultation.

La consultation est allotie comme suit :

Lot 1 Prestations de sensibilisation en équipe
Lot 2 Prestations de sensibilisation CLEM

1.6 Forme du marché

Chaque lot du présent accord-cadre est un **accord-cadre multi-attributaires**, exécuté par émission de bons de commande, conformément aux articles R.2162-2, R.2162-4, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Pour le lot 1, l'accord-cadre sera attribué à **plusieurs opérateurs économiques : trois (3) au maximum** (sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures recevables et d'offres qui n'ont pas été rejetées en application des articles L. 2152-1 à L. 2152-4 et R. 2152-1 du Code de la commande publique).

Pour le lot 2, l'accord-cadre sera attribué à **plusieurs opérateurs économiques : deux (2) au maximum** (sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures recevables et d'offres qui n'ont pas été rejetées en application des articles L. 2152-1 à L. 2152-4 et R. 2152-1 du Code de la commande publique).

Modalités d'attribution des bons de commande

Les bons de commande sont attribués et exécutés dans les conditions définies au **CCAP**, notamment à son article relatif aux modalités de dévolution des bons de commande.

Ces modalités tiennent compte de la nature multi-attributaire de l'accord-cadre et des spécificités propres à chaque lot.

Les candidats sont réputés en avoir parfaite connaissance et doivent en tenir compte dans l'élaboration de leur offre, notamment en termes d'organisation, de mobilisation des moyens et de capacité d'intervention.

Leurs caractéristiques sont les suivantes :

	Seuil minimum tous titulaires confondus par période du marché (en € hors taxes)	Seuil maximum tous titulaires confondus par période du marché (en € hors taxes)
Lot 1	Sans objet	5 000 000 €
Lot 2	Sans objet	500 000 €

Les prestations sont rémunérées sur la base des prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires (BPU), appliqués aux quantités réellement commandées, exécutées et validées par le Sycotm.

L'accord-cadre est soumis, pour son exécution, aux dispositions du **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS)**, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié

1.7 Durée du marché - Délais d'exécution

Chaque accord-cadre est conclu pour une durée de **douze (12) mois à partir de sa notification**.

Le marché pourra être **reconduit tacitement trois (3) fois par période de douze (12) mois**.

La durée maximale de l'accord-cadre est de 48 mois à compter de la notification.

A défaut de délai contractuellement déterminé au CCTP ou dans l'offre technique validée par l'acheteur, le délai d'exécution des prestations court à compter de la date fixée par les actes d'exécution du contrat (bon de commande et échanges écrits).

1.8 Estimation - Forme du prix - Mode de règlement du marché et modalités de financement

1.8.1. Estimation

Montant total estimatif sur 48 mois pour les 2 lots : 13 700 000 € HT

1.8.2. Forme du prix

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires suivant les prix indiqués au BPU.

1.8.3. Mode de règlement

L'accord-cadre sera réglé par virement, conformément aux règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente (30) jours à compter de la date certaine de réception des documents comptables.

Une avance est prévue dans les formes et conditions posées par l'article R2191-3 du Code de la commande publique.

Il sera appliqué une garantie à première demande sur l'avance.

1.8.4. Modalités de financement

L'accord-cadre est financé sur les ressources propres de l'acheteur.

1.9 Protection des données à caractère personnel – Obligations du candidat

Les modalités de collecte et de traitement des données à caractère personnel dans le cadre du présent marché sont définies au **CCAP et à son annexe dédiée**, auxquels il convient de se référer intégralement.

Le marché ne prévoit pas de collecte systématique de données personnelles.

Toutefois, conformément aux stipulations du CCAP et du CCTP, les équipes d'éco-animateurs peuvent être amenées à recueillir, à titre exceptionnel et sur la base du volontariat, les coordonnées d'un usager souhaitant être recontacté par la collectivité compétente.

Le candidat doit démontrer, dans son offre, sa capacité à respecter ces dispositions, notamment en termes d'organisation, de formation des équipes et de conformité au règlement applicable en matière de protection des données.

1.10 Obligations d'insertion professionnelle

Insertion professionnelle – lot n°1

Conformément aux stipulations du CCAP et du CCTP, le présent marché comporte, pour le lot n°1 uniquement, une obligation d'insertion professionnelle visant à favoriser l'accès à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion.

Le Titulaire est tenu de respecter un volume minimal d'heures correspondant à un équivalent temps plein (ETP) par an, dans les conditions définies au CCAP et au CCTP.

Le candidat peut proposer, dans son offre, un niveau d'engagement supérieur à ce minimum, qui sera alors contractuel.

Le candidat doit présenter, dans son mémoire technique et environnemental, les éléments permettant d'apprécier sa capacité organisationnelle à mettre en œuvre et à suivre cet engagement, notamment en précisant :

- les modalités envisagées (embauche directe, mise à disposition via une structure d'insertion, sous-traitance à une entreprise d'insertion) ;
- les moyens humains et organisationnels mobilisés ;
- les modalités d'encadrement et d'accompagnement des publics concernés ;
- les modalités générales de suivi, de reporting et, le cas échéant, de remplacement.

Les publics éligibles sont ceux définis à l'article 16.1.1.1 du CCAG-FCS.

Les éléments présentés ont pour seul objet d'apprécier **la cohérence et la crédibilité de l'organisation proposée**, dans les conditions précisées à l'article relatif à l'appréciation des offres.

La démonstration demandée s'effectue sans préjudice des obligations contractuelles qui s'imposeront au titulaire en phase d'exécution.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Conditions de participation des concurrents, forme juridique de l'attributaire

2.1.1. Candidature individuelle

Un candidat peut se présenter seul.

Dans ce cas, il doit fournir l'ensemble des documents exigés dans le dossier de consultation et justifier de ses capacités propres pour exécuter les prestations.

2.1.2. Candidature en groupement d'opérateurs économiques (co-traitance)

A. Forme du groupement

Le groupement peut être un groupement solidaire ou un groupement conjoint.

Toutefois, en cas de groupement conjoint, le Syctom exige que le mandataire soit solidaire de chacun des autres membres du groupement pour l'exécution des prestations.

B. Mandataire du groupement

Le groupement désigne un mandataire unique habilité à :

- représenter l'ensemble des membres,
- coordonner les opérations,
- signer les documents,
- recevoir et transmettre toutes les notifications.

Le mandataire est le seul interlocuteur du Syctom pour toute la durée du marché.

Prestations devant obligatoirement être exécutées par le mandataire

Certaines prestations du marché doivent obligatoirement être exécutées directement par le mandataire du groupement.

Il s'agit des prestations suivantes :

- Coordination des missions,
- Relation opérationnelle et fonctionnelle avec le Syctom.

Ces prestations ne peuvent être ni déléguées ni sous-traitées à un autre membre du groupement ou à un tiers.

C. Engagement du groupement

L'ensemble des membres du groupement s'engagent à exécuter les prestations telles que décrites dans le CCTP, chacun pour la part qu'il s'est engagée à réaliser.

Les membres doivent fournir :

- les capacités propres de chacun,
- et, le cas échéant, les moyens mutualisés utiles à l'exécution du marché.

Chaque membre du groupement doit clairement identifier, dans son offre, la ou les parties des prestations qu'il s'engage à réaliser.

Le Syctom pourra vérifier que la répartition des rôles :

- est cohérente avec les capacités techniques des membres ;
- respecte l'obligation d'exécution par le mandataire des prestations ci-dessus ;
- permet une exécution efficace et conforme aux exigences du CCTP et du CCAP.

D. Interdiction de cumul de candidatures

Conformément à l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas autorisés à présenter plusieurs candidatures pour le présent marché ou pour l'un quelconque de ses lots dans les configurations suivantes :

- Un même opérateur économique ne peut pas se présenter simultanément, pour le même lot :
 - en qualité de candidat individuel,
 - et en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements.
- Un même opérateur économique ne peut pas être membre de plusieurs groupements candidats pour le même lot.

En conséquence, un opérateur économique doit choisir entre présenter une candidature individuelle ou participer à un groupement, et, dans ce dernier cas, il ne peut être membre que d'un seul groupement pour le périmètre considéré (lot).

L'acheteur vérifiera la composition des groupements afin d'assurer le respect de la présente interdiction de candidatures multiples.

Toute candidature ou offre déposée en méconnaissance de ces dispositions sera déclarée irrégulière, en application des prescriptions du Code de la commande publique.

L'offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement qui devra indiquer tous les membres du groupement lors de son dépôt.

Nota : Pour les aider à constituer un groupement en réponse à la présente consultation, les entreprises peuvent se référer à la fiche pratique sur la Bourse à la Cotraitance (**annexe 5 du RC**).

2.1.3. Sous-traitance

Si la part des prestations qui va être sous-traitée est déjà connue de façon détaillée au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire transmettra dans l'offre un dossier complet pour son ou ses sous-traitants, et précisera la part des prestations qu'il compte réaliser lui-même ainsi que la part des prestations qu'il compte sous-traiter.

La désignation d'un opérateur économique en qualité de sous-traitant dans une ou plusieurs offres ne constitue pas une candidature au sens de l'article R.2142-21 du Code de la commande publique et n'est donc pas interdite.

Un opérateur économique peut ainsi être présenté comme sous-traitant dans plusieurs offres, sous réserve :

- qu'il ne présente pas, par ailleurs, une candidature individuelle ou en groupement en contradiction avec les interdictions prévues à l'article R.2142-21 CCP ;
- que les prestations considérées comme essentielles, lorsqu'elles sont identifiées dans les documents de la consultation, soient exécutées par le candidat ou, le cas échéant, par un membre du groupement, conformément aux dispositions du Code de la commande publique ;
- que le sous-traitant soit déclaré conformément aux articles L.2193-4 et suivants du Code de la commande publique et aux articles R.2193-1 et suivants.

La présentation d'un opérateur comme sous-traitant n'instaure aucun lien contractuel entre cet opérateur et l'acheteur.

Prestations non sous-traitables

Les prestations suivantes, identifiées comme tâches essentielles au titre de l'article L2193-3 du Code de la Commande Publique, doivent être exécutées directement par le titulaire et ne peuvent faire l'objet d'aucune sous-traitance :

- Coordination des missions ;
- Relation opérationnelle et fonctionnelle avec le Sycotm.

Toute proposition prévoyant la sous-traitance de ces missions sera déclarée irrégulière.

2.2 Variantes et options

2.2.1. Variantes et Prestations supplémentaires

Aucune variante n'est autorisée.

2.2.2. Options

- a. L'acheteur se réserve le droit de recourir à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires prévues dans le cadre de l'objet du présent contrat dans les formes et conditions définies par l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique. Cette possibilité constitue une option au sens du droit de l'Union Européenne
- b. Le présent accord-cadre ne confère pas d'exclusivité à ses attributaires, le Sycotm se réservant le droit, sans indemnité pour eux, de confier à d'autres opérateurs publics ou privés les mêmes types de prestation dans les conditions fixées par l'article 1.6 du CCAP Cette possibilité constitue une option au sens du droit de l'Union Européenne.

2.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à six (6) mois à compter de la date limite de réception des offres.

Ce délai est valable aussi pour la clé de signature électronique qui sera utilisée par le signataire de l'offre de l'opérateur économique.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- **Le présent règlement de consultation (RC) et ses annexes listées en page de garde dont le Dossier de prix et le Cadre du mémoire technique ;**
- **Un cadre d'Acte d'Engagement ;**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) et ses annexes :**
 - Annexe 1 : Modèle de formulaire de déclaration de sous-traitance en cours d'exécution ;
 - Annexe 1bis : Guide sous-traitance ;
 - Annexe 2 : Utilisation et protection des données personnelles ;
 - Annexe 3 : Modèle de décompte.
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.**

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat.

Il est disponible à l'adresse électronique suivante :

<https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=939069&orgAcronyme=d8e>

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 jours avant la date limite** fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les réponses à la consultation sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces ci-dessous.

4.1 Pièces concernant la candidature

Les pièces de candidature à fournir par un candidat au sens du code de la commande publique sont des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Aussi, les soumissionnaires sont incités à utiliser le « **Formulaire de candidature** » annexe 3 au RC et « **Déclaration de l'OE** » annexe 4 au RC joins en annexe du présent règlement de consultation pour présenter leur candidature suivant les éléments indiqués ci-dessous.

En lieu et place des documents exigés pour apprécier la candidature de l'opérateur économique, ce dernier a la faculté de présenter le Document unique de marché européen (DUME) dument rempli des éléments d'informations demandés ; il est disponible sur le site internet <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R44043>. Ce document est rédigé en langue française.

En tout état de cause, les candidats doivent fournir les éléments suivants :

- **En cas de groupement, les documents qui suivent doivent être présentés individuellement pour chaque cotraitant :**
 - ☐ **L'habilitation de la personne ayant pouvoir pour engager l'entreprise ;**
 - ☐ Une **déclaration sur l'honneur** pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail (Article R2143-3 du code de la commande publique).
 - ☐ Une déclaration concernant le **chiffre d'affaires global du candidat** et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois (3) derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
 - ☐ Une déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels du candidat** et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois (3) dernières années ;
 - ☐ L'indication des **titres d'études et professionnels du candidat** ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public ;
 - ☐ Une **description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique** dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- **En cas de groupement, les documents qui suivent doivent être présentés pour la totalité des cotraitants :**
 - ☐ Une liste des **principaux services fournis** au cours des trois (3) dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut, par une déclaration du candidat. Les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte ;

- ☐ **Qualifications particulières exigées du candidat ou attestation de capacité à exercer la profession** : sans objet
- ☐ Une déclaration comportant **les noms et les qualifications professionnelles pertinentes**, au regard de l'objet du marché, des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché.
- **Les personnes publiques candidates doivent produire tout document utile justifiant :**
 - *s'agissant des collectivités territoriales et de leurs groupements (EPCI...)* : que leur candidature constitue le prolongement d'une mission de service public dont ils ont la charge et que cette candidature ne compromet pas l'exercice de cette mission (respect d'un intérêt public local) ;
 - *s'agissant des établissements publics* : que les prestations objet du marché s'inscrivent dans le cadre de leur objet statutaire (respect du principe de spécialité) ou constituent le complément normal de leur mission statutaire et sont utiles à l'exercice de celle-ci.

Ces éléments ne sont pas à communiquer par le candidat dans la mesure où ces informations :

- i) ont été déjà préalablement transmis dans le cadre d'une précédente consultation lancée par l'acheteur ;
- ii) demeurent valables.

Pour ce faire, le candidat indique dans son pli le numéro de la consultation dans laquelle l'acheteur peut retrouver ces éléments.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Si le candidat est une société de création récente (société de moins de trois (3) ans d'existence), il peut fournir, en lieu et place de la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché réalisés au cours des trois (3) derniers exercices, tout autre document considéré comme équivalent (déclaration appropriée de banque, attestation comptable relative à l'état financier de l'entreprise depuis sa création...).

Il peut également fournir la liste des éventuelles prestations en cours précisant, pour chacune d'entre elles, le montant et la nature des prestations afin de palier à l'absence de certificats de capacité pour des marchés similaires.

4.2 Pièces concernant l'offre

Le soumissionnaire doit produire et/ou compléter les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement et son annexe**, le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - Le cas échéant, **le formulaire de déclaration de sous-traitance (DST)** joint au DCE, en cas de sous-traitance de certaines prestations, par lot ;
- **Le scénario de consommation (SC)** dûment complété ;
- **Le mémoire technique**, contenant l'ensemble des éléments attendus et listés à l'annexe 6 au RC, décrivant les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour la réalisation des prestations et ses annexes.

Le bordereau des prix est à compléter entièrement aux endroits prévus à cet effet par le candidat, sans modification ou ajout des libellés ou unité d'œuvre sous peine d'irrégularité de l'offre. Chaque ligne doit être renseignée.

Pour le scénario de consommation, en dehors de ces mêmes exigences, le candidat n'est pas autorisé à modifier les quantités inscrites.

La proposition technique est une pièce contractuelle. Toute absence d'information exigée au titre de la présente consultation entraîne l'irrégularité de l'offre du candidat.

Toute absence d'information exigée au titre de la présente consultation entraîne l'irrégularité de l'offre du candidat.

ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

5.1 Sélection des candidatures

La recevabilité des candidatures sera examinée conformément aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique.

Les candidatures sont appréciées au regard des capacités techniques (compétence générale en animation/sensibilisation), **financières ou professionnelles** (références, qualifications, moyens généraux), **suffisantes pour réaliser les prestations objet du marché.**

Les candidatures sont appréciées suivant :

- La fourniture de l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandées, dûment complétés et signés,
- Les capacités techniques, financières ou professionnelles suffisantes pour réaliser les prestations objet du marché.

Niveaux minimums de capacité exigés pour la présente procédure : Sans objet

Chaque candidat doit démontrer qu'il dispose, en propre ou via les opérateurs économiques auxquels il a recours, des moyens humains, techniques et organisationnels nécessaires pour exécuter les prestations telles que décrites dans le CCTP.

Les candidats dont la capacité technique ou les moyens seront jugés insuffisants au regard de l'objet du marché ou les candidats dont la présentation ne permet pas d'évaluer leurs capacités seront éliminés sans examen de leur offre.

5.2 Critères de jugement des offres

Les offres font l'objet d'un classement en fonction de la note obtenue par chaque soumissionnaire au regard des critères de jugement des offres mentionnés dans le présent document de consultation.

En cas d'égalité après application des critères, pour le classement des candidats et la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse, le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note sur la base du critère le plus fortement pondéré sera classé en première position.

Pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, l'acheteur s'appuiera sur les critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

		Lot 1	Lot 2
A	VALEUR ECONOMIQUE DE L'OFFRE sur la base du scénario de consommation sur 4 ans	40%	40%
B	VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE sur la base du mémoire technique	55%	55%
B.1	Description des moyen humains (organigramme, qualification des encadrants, organisation des équipes, etc...) et matériels (équipements, locaux, etc...) mis en œuvre	15%	15%
B.2	Equipe encadrante - méthodologie d'organisation et planification des missions (planification, mise en œuvre, gestion remplacement, réactivité, relation avec le Syctom)	15%	15%
B.3	Equipe d'éco-animateurs - méthodologie de travail, formation, posture	15%	15%
B.4	Modalités de contrôle de missions terrain des EA	10%	10%
C	VALEUR ENVIRONNEMENTALE et SOCIALE DE L'OFFRE sur la base du mémoire technique et du mémoire social	5%	5%
C.1	Propositions en matière d'organisation du travail et de qualité sociale	3%	3%
C.2	Modalités de déplacement et transport logistique	2%	2%
A+B+C	TOTAL	100%	100%

Les modalités d'appréciation des critères sont les suivantes :

Pour le critère de Valeur Economique :

Les offres seront appréciées financièrement à l'aide du scénario de consommation (SC), dont le montant est obtenu par application des prix unitaires figurant au bordereau des prix unitaires à des quantités théoriques.

En cas de discordance constatée dans une offre, **les indications hors TVA** figurant sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toute autre indication de l'offre.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées, et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Pour le critère de Valeur Technique :

L'offre est appréciée à l'aide du mémoire technique décrivant les dispositions que le soumissionnaire se propose d'adopter pour la réalisation des prestations et corroboré par les éléments financiers de l'offre, si de besoin.

Précisions relatives aux Compétences attendues

Ces compétences seront évaluées uniquement au regard de la méthodologie opérationnelle proposée dans le mémoire technique, et non comme des exigences minimales de candidature.

Elles correspondent aux attentes opérationnelles du Syctom et seront analysées au titre de la valeur technique et sociale de l'offre, conformément aux sous-critères définis dans le présent règlement.

Les candidats devront démontrer, dans leur mémoire technique et social, la manière dont leur organisation, leurs équipes, leurs méthodes de travail et leurs moyens matériels répondent à ces attentes.

A. Compétences communes (tous lots)

- Compétences en sensibilisation environnementale (tri, réduction des déchets, consignes de collecte).
- Capacités pédagogiques et relationnelles auprès de publics variés.
- Aptitudes en communication orale, gestion d'objections et relation usagers.
- Maîtrise des outils de collecte et de restitution de données (reporting, fiches préparatoires, synthèses).
- Compétences logistiques (transport, installation, manipulation de matériel).
- Connaissance des règles de sécurité, de la neutralité, de la laïcité et du RGPD.

B. Compétences spécifiques – Lot 1

- Expérience en porte-à-porte et déambulation.
- Savoir-faire en diagnostic de locaux déchets et observation terrain.
- Encadrement et animation d'équipes d'éco-animateurs.
- Capacité à atteindre des objectifs quantitatifs (contacts utiles, taux de réussite).
- Organisation opérationnelle robuste (plannings, gestion des absences, continuité de service).

C. Compétences spécifiques – Lot 2

- Compétences en animation événementielle (stands, CLEM, contact public).

- Maîtrise de l'installation/manipulation de stands et outils visuels.
- Capacité à atteindre les objectifs de contacts utiles fixés au CCTP.
- Compétences logistiques renforcées (stockage Paris/petite couronne, transport, sécurité matériel).
- Travail en binôme, coordination opérationnelle.

D. Compétences des profils clés

- Chef de projet : coordination, pilotage multi-équipes, rédaction.
- Chef d'équipe Lot 1 : supervision d'actions terrain, gestion des aléas.
- Éco-animateurs Lot 1 : compétences relationnelles/terrain.
- Animateurs CLEM Lot 2 : animation événementielle.

Précisions relatives aux Tenues vestimentaires

Les exigences relatives à la tenue vestimentaire des éco-animateurs figurent à l'article 2.6 du CCTP.

Bien qu'elles ne constituent pas une prestation autonome, elles conditionnent la qualité, l'identification et l'homogénéité du service rendu.

Le candidat doit donc démontrer, dans son mémoire technique, sa capacité à assurer la fourniture, la disponibilité, l'entretien, le renouvellement et la cohérence des tenues prescrites, en conformité avec les exigences du CCTP.

Cette démonstration vise exclusivement à attester de la bonne organisation du titulaire ; elle n'a pas pour objet de modifier la nature ou l'étendue des prestations définies dans l'objet du marché.

Pour la Valeur Environnementale et sociale :

Précisions relatives au mémoire social (5 % – dont 3 % organisation du travail et qualité sociale)

Le Sycotom accorde une importance particulière à la qualité sociale des conditions dans lesquelles les prestations sont réalisées.

À ce titre, le mémoire social doit présenter de manière précise et opérationnelle les engagements du candidat en matière d'organisation du travail et de qualité sociale, notamment :

- la prise en compte de la pénibilité des missions de sensibilisation ;
- la durée et la nature des contrats proposés aux intervenants, leurs conditions d'emploi,
- ainsi que les engagements relatifs à la parité au sein des équipes, notamment au niveau de l'encadrement ;
- les modalités de déplacement, de transport et de logistique des équipes, en cohérence avec les exigences environnementales du marché.
- Uniquement pour le lot 1 : les modalités de réalisation, suivi et rendu compte, relatives aux emplois en insertion

Articulation avec l'obligation d'insertion professionnelle

L'obligation d'insertion professionnelle prévue au CCAP (article 3.3.3) constitue une obligation contractuelle, dont le respect sera contrôlé en phase d'exécution du marché. Le nombre d'heure ne constitue pas un critère de jugement des offres, mais il est demandé aux candidats du lot 1 de présenter dans leur mémoire social les moyens organisationnels ou partenariaux permettant d'assurer la bonne mise en œuvre de cette obligation.

5.3 Conditions relatives au rejet des offres

Les offres suivantes seront rejetées :

- les offres anormalement basses, après demande d'explications de l'acheteur, conformément à l'article R2152-3 du Code de la commande publique,
- les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles L2152-2 à L2152-4 du même Code ;
- les offres des candidats n'ayant pas répondu à une demande de précision en application de l'article R2161-2 du même Code, ne permettant pas à la Commission d'appel d'offres de procéder à leur appréciation ou répondant à cette demande en modifiant l'offre initialement déposée sans qu'ils n'y soient autorisés.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques financières et techniques de l'offre.

Sans réponse du candidat ou les offres demeurées irrégulières après cette demande seront rejetées définitivement.

5.4 Conditions d'attribution

Conformément aux articles R2143-5 à 12 du Code de la commande publique, l'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire et le candidat sollicité pour produire les certificats et attestations (dans la mesure où ces obligations administratives lui incombent) énoncés à **l'annexe 1 du présent document**.

Le délai imparti par l'acheteur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier ou courriel envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 8 jours. Faute pour lui de satisfaire à cette demande dans le délai imparti, le marché ne pourra lui être attribué.

En cas de société de création récente ou de toute autre situation ne permettant pas au candidat de produire ces documents, il est conseillé de se rapprocher des administrations et organismes compétents pour toute information.

Si le candidat ne satisfait pas à cette obligation dans le délai prescrit, son offre sera rejetée et les mêmes obligations seront demandées au candidat suivant dans l'ordre de classement des offres tel qu'issu du procès-verbal de la Commission d'appel d'offres et ce avant notification.

Dans un souci d'optimisation de la procédure, il est fortement conseillé au soumissionnaire de produire l'ensemble de ces documents au stade de la remise de pli.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

L'attributaire pressenti déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Il pourra toutefois, les adresser à l'acheteur, mais il devra privilégier le dépôt sur la plateforme **365.e-attestations.com**

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent **obligatoirement** être reçus sous forme dématérialisée (**annexe 2 au RC**)

Le pli doit impérativement être déposé sur la plateforme de dématérialisation avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

Le candidat est fortement invité à remettre en supplément une copie de sauvegarde de son offre déposée en ligne, sur support papier et/ou numérique (clé USB, CD-Rom...) **avant la date limite et l'heure de remise de l'offre** selon les conditions définies dans **l'annexe 2 au présent RC**

Pour information, la copie de sauvegarde ne se substitue en rien au pli électronique.

Aussi, la copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants où l'offre :

- contient un programme informatique malveillant (ou « virus ») ;
- est réceptionnée à la date limite de remise des plis de manière incomplète ;
- est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- n'a pas pu être ouverte par l'acheteur.

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

7.1 Echanges entre les candidats et l'acheteur

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la consultation, les candidats devront faire parvenir, **au plus tard 10 jours** avant la date de remise des offres, une demande écrite via la plateforme de dématérialisation : <http://www.maximilien.fr/>

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à tous les opérateurs économiques ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Toute autre forme de demande ne sera pas traitée.

7.2 Accès aux données essentielles

Conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique, le Sycotom publiera un accès libre, direct et complet aux données essentielles des marchés publics dont le montant est supérieur à 25 000 € HT à l'exception des informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public. Ces informations seront publiées au plus tard 2 mois à compter de la date de notification et maintenues sur le profil acheteur pendant une durée minimale de 5 ans après la fin de l'exécution du marché public.

7.3 Déclaration sans suite de la procédure

L'acheteur pourra, à tout moment et sans indemnité, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Il en informera dès lors par écrit tous les candidats ayant déposé un pli et via les moyens de publicité appropriés.

7.4 Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, la signature du marché interviendra après un délai de suspension de 11 jours à compter de l'envoi du courrier informant que le candidat n'a pas été retenu.

Le tribunal administratif territorialement compétent est situé à Paris.

La présente procédure peut faire l'objet :

- d'un référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- d'un référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA et R. 551-7 à R. 551-10, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA soit 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou, à défaut de publication, 6 mois à compter du lendemain de la conclusion du contrat ;
- d'un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles assorti le cas échéant de conclusions indemnitaires et pouvant être exercé par tout tiers dans un délai de deux mois à compter de

l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (avis d'attribution). Les requérants peuvent éventuellement assortir leur recours d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat. Les actes détachables du contrat ne peuvent être contestés qu'à l'occasion de ce recours.

Le requérant est recevable à former un recours pour excès de pouvoir contre les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois à compter de sa publicité.

Le requérant peut éventuellement assortir leur recours d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat.

Les personnes lésées par le contrat ou sa passation, peuvent introduire un recours en indemnisation après avoir effectué, le plus souvent, une demande préalable auprès de la personne publique. Au-delà d'un délai de quatre ans à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle où la créance sur la personne publique est née, le requérant s'expose à l'opposition de la prescription quadriennale.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible par le site <https://www.telerecours.fr/>

7.5 Indemnité pour éviction irrégulière

En cas d'éviction irrégulière de la procédure constatée par décision juridictionnelle, le montant maximum de l'indemnité octroyée au candidat évincé ne peut couvrir que les frais de présentation de l'offre et, le cas échéant, le manque à gagner potentiel à la condition que le candidat ayant formé un recours démontre d'une perte de chance sérieuse d'obtenir le contrat. Ce manque à gagner étant plafonné comme suit :

- *Pour un marché ordinaire* : 5% du montant de l'offre en €HT ;
- *Pour un accord-cadre avec minimum contractuel garanti* : 5% de ce montant en €HT sur la période initiale du contrat.

En tout état de cause, cette indemnité ne peut être allouée qu'à la condition que le candidat justifie par tout document comptable ou financier le préjudice allégué.

ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION :**Documents justificatifs à produire par le candidat pressenti à l'attribution du contrat**

Ces éléments ne sont pas à communiquer par le candidat dans la mesure où ces informations :

- i) ont été déjà préalablement transmis dans le cadre d'une précédente consultation lancée par l'acheteur ;
- ii) demeurent valables. Pour ce faire, le candidat indique dans son pli le numéro de la consultation dans laquelle l'acheteur peut retrouver ces éléments.

I – Preuve que l'opérateur ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner (*méconnaissance des obligations fiscales et sociales*) :

- ☐ Certificat attestant la souscription des déclarations et le paiement de l'impôt sur le revenu délivré par l'administration fiscale dont relève l'opérateur
- ☐ Certificat attestant la souscription des déclarations et le paiement de l'impôt sur les sociétés délivré par l'administration fiscale dont relève l'opérateur
- ☐ Certificat attestant la souscription des déclarations et le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève l'opérateur
- ☐ Certificat attestant que l'opérateur est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale auprès des organismes de recouvrement (URSSAF ou MSA)
- ☐ Certificat attestant que l'opérateur est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité-décès délivré par la Caisse nationale ou les sections professionnelles (professions libérales) et contributions de sécurité sociale auprès des organismes de recouvrement (URSSAF ou MSA)
- ☐ Certificat attestant que l'opérateur s'acquitte du versement régulier des cotisations légales de congés payés et de chômage intempérie délivré par les caisses qui assurent ce service pour l'opérateur.

II – Pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à 8254-5 du code du travail :

- ☐ Copie de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail conformément aux articles R. 1263-5 et R.1263-7 du code du travail (opérateurs établis hors de France) ;
- ☐ Copie du document désignant le représentant de l'opérateur sur le territoire national mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail (opérateur établi hors de France) ;
- ☐ Attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (vérification de son authenticité par l'acheteur auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale) ;
- ☐ Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Soit le numéro unique d'identification délivré par l'Insee (numéro Siren) ;
 - Soit une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Soit un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Soit un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- ☐ *Opérateur établi ou domicilié hors de France :*
 - Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France
 - Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.
- ☐ *Opérateur établi ou domicilié hors de France lorsque son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans son pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :*
 - Soit un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - Soit un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
 - Soit, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.
- ☐ Liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur et soumis à l'autorisation de travail prévue par l'article L. 5221-2 du code du travail, établie à partir du registre unique du personnel et précisant : la date d'embauche ; la nationalité ; le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

III - Preuve attestant que l'opérateur ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner (liquidation judiciaire, faillite personnelle, redressement judiciaire ne couvrant pas la durée du marché et autres interdictions prévues) :

- ☐ Le numéro unique d'identification délivré par l'Insee (numéro Siren) ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité administrative ou judiciaire compétente du pays d'origine ou d'établissement de l'opérateur attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- ☐ La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- ☐ Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique ; relatifs aux interdictions de soumissionner et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés, conformément à l'article L. 2141-7 du Code de la Commande publique.

IV – Preuve que l'opérateur est en règle au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés prévue par les articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail (entreprises d'au moins 20 salariés) :

- ☐ Certificat attestant la régularité de la situation de l'opérateur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés auprès des organismes de recouvrement (URSSAF ou MSA).

V – Preuve que l'opérateur a souscrit le(s) contrat(s) d'assurance adéquat(s) :

- ☐ Pour l'assurance visée à l'article L. 241.1 du code des assurances (*marchés soumis à l'obligation d'assurance décennale¹*) : Document justifiant de la souscription d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité décennale de l'opérateur (articles 1792 et suivants du code civil) ;
- ☐ Document justifiant de la souscription d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile et professionnelle.

ANNEXE 2 : CONDITIONS DE REMISE ELECTRONIQUE DES PLIS ET DE LA COPIE DE SAUVEGARDE

Voir annexe concernée

ANNEXE 3 : FORMULAIRE DE CANDIDATURE

Voir annexe concernée

ANNEXE 4 : DECLARATION DE L'OE

Voir annexe concernée

ANNEXE 5 : GUIDE DE LA BOURSE A LA COTRAITANCE

Voir annexe concernée

ANNEXE 6 : CADRE DE MEMOIRE TECHNIQUE

Voir annexe concernée

ANNEXE 7 : DOSSIER DE PRIX (BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES ET SCENARIO DE CONSOMMATION (SC))

Voir annexe concernée

¹ Article L. 243-1-1 du code des assurances : Ne sont pas soumis à l'obligation d'assurance décennale :

- les ouvrages maritimes, lacustres, fluviaux, les ouvrages d'infrastructures routières, portuaires, aéroportuaires, Héli portuaires, ferroviaires, les ouvrages de traitement de résidus urbains, de déchets industriels et d'effluents, ainsi que les éléments d'équipement de l'un ou l'autre de ces ouvrages.

- les voiries, les ouvrages piétonniers, les parcs de stationnement, les réseaux divers, les canalisations, les lignes ou câbles et leurs supports, les ouvrages de transport, de production, de stockage et de distribution d'énergie, les ouvrages de stockage et de traitement de solides en vrac, de fluides et liquides, les ouvrages de télécommunications, les ouvrages sportifs non couverts, ainsi que leurs éléments d'équipement, sont également exclus de l'obligation d'assurance, sauf si l'ouvrage ou l'élément d'équipement est accessoire à un ouvrage soumis à l'obligation d'assurance.